

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	04/01/2006	2006-012
ENREGISTREMENT	24/01/2006	78241
ARRÊTÉ ROYAL		
MONITEUR BELGE		

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 86

Séance du mercredi 21 décembre 2005

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL INSTAURANT ET DÉTERMINANT, POUR 2005
ET 2006, LA PROCÉDURE DE MISE EN ŒUVRE ET LES CONDITIONS D'OCTROI D'UN
RÉGIME D'INDEMNISATION COMPLÉMENTAIRE AU BÉNÉFICE DE CERTAINS
TRAVAILLEURS ÂGES LICENCIÉS, OCCUPÉS DANS UNE BRANCHE
D'ACTIVITÉ QUI NE RELÈVE PAS D'UNE COMMISSION
PARITAIRE INSTITUÉE OU LORSQUE LA COMMISS-
SION PARITAIRE INSTITUÉE NE
FONCTIONNE PAS

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 86 DU 21 DECEMBRE 2005 INSTAURANT
ET DÉTERMINANT, POUR 2005 ET 2006, LA PROCÉDURE DE MISE EN ŒUVRE ET
LES CONDITIONS D'OCTROI D'UN RÉGIME D'INDEMNISATION COMPLÉ-
MENTAIRE AU BÉNÉFICE DE CERTAINS TRAVAILLEURS ÂGES
LICENCIÉS, OCCUPÉS DANS UNE BRANCHE D'ACTIVITÉ QUI
NE RELÈVE PAS D'UNE COMMISSION PARITAIRE
INSTITUÉE OU LORSQUE LA COMMISSION
PARITAIRE INSTITUÉE
NE FONCTIONNE PAS**

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et plus particulièrement l'article 7, alinéa 2 qui dispose qu'une convention collective de travail peut être conclue au sein du Conseil national du Travail pour une branche d'activité qui ne relève pas d'une commission paritaire instituée ou lorsqu'une commission paritaire instituée ne fonctionne pas ;

Vu la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale ;

Vu la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17 bis du 29 janvier 1976, n° 17 nonies du 7 juin 1983, n° 17 duodevicies du 26 juillet 1994, n° 17 vicies du 17 décembre 1997, n° 17 vicies quater du 19 décembre 2001 et n° 17 vicies sexies du 7 octobre 2003;

Vu la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit, modifiée par les conventions collectives de travail n° 46 sexies du 9 janvier 1995, n° 46 septies du 25 avril 1995 et n° 46 duodecies du 19 décembre 2001 ;

Considérant qu'il y a lieu, pour les branches d'activités qui ne relèvent pas d'une commission paritaire instituée ou lorsqu'une commission paritaire instituée ne fonctionne pas, de conclure une convention collective de travail qui permette de mettre en oeuvre, dans ces cas, l'article 110 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, tel que modifié par l'article 33 de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de la vie, par l'article 12 de la loi du 1er avril 2003 portant exécution de l'accord interprofessionnel pour la période 2003-2004 et par l'article 10 de ladite loi du 3 juillet 2005 ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Boerenbond"
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 21 décembre 2005, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE I - PORTÉE DE LA CONVENTION

Article 1er

La présente convention collective de travail a aussi bien pour objet d'instaurer un régime d'indemnisation complémentaire applicable à certains travailleurs âgés licenciés que d'en déterminer la procédure de mise en œuvre et les conditions d'octroi.

Elle est conclue en exécution de l'article 110 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, tel que modifié par l'article 33 de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de la vie, par l'article 12 de la loi du 1er avril 2003 portant exécution de l'accord interprofessionnel pour la période 2003-2004 et par l'article 10 de la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale.

CHAPITRE II - CHAMP D'APPLICATION

Article 2

La présente convention s'applique aux employeurs et aux travailleurs auxquels la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires est applicable et qui ressortissent à une branche d'activité qui ne relève pas d'une commission paritaire instituée ou lorsque la commission paritaire instituée ne fonctionne pas.

CHAPITRE III - MISE EN ŒUVRE

Article 3

Il appartient aux employeurs de mettre en œuvre, par voie d'adhésion, le régime visé à l'article premier.

L'adhésion peut prendre la forme d'une convention collective de travail, d'un acte d'adhésion établi conformément à l'article 4, ou d'une modification du règlement de travail.

Elle porte exclusivement sur le régime et ses conditions d'octroi, visés à l'article premier.

Quelle que soit la forme de l'adhésion, le dépôt doit se faire au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

Article 4

L'acte d'adhésion est établi dans le respect de la procédure suivante et conformément au modèle figurant en annexe de la présente convention.

L'employeur communique le projet d'acte d'adhésion par écrit à chaque travailleur.

Pendant huit jours à dater de cette communication écrite, l'employeur tient à la disposition des travailleurs un registre où ceux-ci peuvent consigner leurs observations. Pendant ce même délai de huit jours, le travailleur ou son représentant peut également communiquer ses observations à l'inspecteur social chef de direction de la Direction générale Contrôle des Lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, du lieu d'établissement de l'entreprise. Le nom du travailleur ne peut être ni communiqué, ni divulgué.

Passé ce délai de huit jours, l'employeur dépose l'acte d'adhésion au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, accompagné du registre.

Article 5

En cas de litiges relatifs à l'application des articles 3 et 4 à l'exception de ceux portant sur le règlement de travail, le Conseil national du Travail, saisi par la partie la plus diligente, désignera, pour se prononcer, la commission paritaire dont relèvent les employeurs ayant une activité similaire.

Commentaire

En ce qui concerne les litiges relatifs au règlement de travail, il est rappelé que ce sont les articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail qui s'appliquent.

Ceux-ci disposent que si, pour une branche d'activité, il n'existe pas de commission paritaire, le ministre compétent en la matière, informé du différend par le président du conseil d'entreprise, ou, lorsqu'il n'existe pas de conseil d'entreprise, le fonctionnaire désigné par le Roi saisit le Conseil national du Travail qui désigne, pour se prononcer sur le différend, la commission paritaire dont relèvent les entreprises ayant une activité similaire.

CHAPITRE IV - MODALITÉS D'APPLICATION

Article 6

Le régime visé à l'article premier bénéficie aux travailleurs qui sont licenciés sauf en cas de motif grave au sens de la législation sur les contrats de travail et qui sont âgés, au cours de la période du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2006, de 56 ans ou plus et peuvent se prévaloir au moment de la fin du contrat de travail d'un passé professionnel d'au moins 33 ans.

En outre, ces travailleurs doivent pouvoir prouver qu'au moment de la fin du contrat de travail, ils ont travaillé au moins 20 ans dans un régime de travail tel que prévu à l'article 1er de la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit, modifiée par les conventions collectives de travail n° 46 sexies du 9 janvier 1995, n° 46 septies du 25 avril 1995 et n° 46 duodécies du 19 décembre 2001.

Le travailleur qui réunit les conditions prévues aux alinéas précédents et dont le délai de préavis expire après le 31 décembre 2006 maintient le droit à l'indemnité complémentaire.

Article 7

Pour les points qui ne sont pas réglés par la présente convention et entre autres pour le montant de l'indemnité complémentaire, il est fait application de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17 bis du 29 janvier 1976, n° 17 nonies du 7 juin 1983, n° 17 duodevices du 26 juillet 1994, n° 17 vicies du 17 décembre 1997, n° 17 vicies quater du 19 décembre 2001 et n° 17 vicies sexies du 7 octobre 2003.

CHAPITRE V - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

Article 8

La présente convention est conclue pour une durée déterminée. Elle produit ses effets le 1er janvier 2005 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2006.

Fait à Bruxelles, le vingt et un décembre deux mille cinq.

Pour la Fédération des Entreprises de Belgique

Pour les Organisations des Classes moyennes

Pour "De Boerenbond", la Fédération wallonne de l'Agriculture

Pour la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique

Pour la Fédération générale du Travail de Belgique

Pour la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

x x x

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

ANNEXE

MODÈLE

MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 4 DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 86 DU 21 DECEMBRE 2005 INSTAURANT ET DÉTERMINANT LA PROCÉDURE DE MISE EN ŒUVRE ET LES CONDITIONS D'OCTROI D'UN RÉGIME D'INDEMNISATION COMPLÉMENTAIRE AU BÉNÉFICE DE CERTAINS TRAVAILLEURS ÂGÉS LICENCIÉS, OCCUPÉS DANS UNE BRANCHE D'ACTIVITÉ QUI NE RELEVÉ PAS D'UNE COMMISSION PARITAIRE INSTITUÉE OU LORSQUE LA COMMISSION PARITAIRE INSTITUÉE NE FONCTIONNE PAS

ACTE D'ADHÉSION

À renvoyer au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

* Identification de l'entreprise :

* Adresse :
.....

* Numéro d'immatriculation à l'O.N.S.S. :
.....

* Numéro de commission paritaire :

Je soussigné(e),, représentant l'entreprise susmentionnée, déclare adhérer à la convention collective de travail n° 86 du 21 décembre 2005.

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	04/01/2005	2006-001
REGISTRATIE	24/01/2006	78241

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 86

Zitting van woensdag 21 december 2005

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST TOT INSTELLING EN VASTSTELLING, VOOR
2005 EN 2006, VAN DE PROCEDURE VAN TENUITVOERLEGGING EN VAN DE
VOORWAARDEN VOOR DE TOEKENNING VAN EEN REGELING VAN AAN-
VULLENDE VERGOEDING VOOR SOMMIGE OUDERE WERK-
NEMERS DIE WORDEN ONTSLAGEN EN DIE TEWERK-
GESTELD ZIJN IN EEN BEDRIJFSTAK DIE NIET
ONDER EEN OPGERICHT PARITAIR COMITE
RESSORTEERT OF WANNEER HET OP-
GERICHT PARITAIR COMITE
NIET WERKT

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 86 VAN 21 DECEMBER 2005 TOT IN-
STELLING EN VASTSTELLING, VOOR 2005 EN 2006, VAN DE PROCEDURE
VAN TENUITVOERLEGGING EN VAN DE VOORWAARDEN VOOR DE
TOEKENNING VAN EEN REGELING VAN AANVULLENDE VER-
GOEDING VOOR SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS DIE
WORDEN ONTSLAGEN EN DIE TEWERKGESTELD ZIJN
IN EEN BEDRIJFSTAK DIE NIET ONDER EEN OPGE-
RICHT PARITAIR COMITE RESSORTEERT OF
WANNEER HET OPGERICHT PARITAIR
COMITE NIET WERKT**

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 7, tweede alinea waarin is bepaald dat in de Nationale Arbeidsraad een collectieve arbeidsovereenkomst kan worden gesloten voor een bedrijfstak die niet onder een opgericht paritair comité ressorteert of wanneer een opgericht paritair comité niet werkt;

Gelet op de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17 bis van 29 januari 1976, nr. 17 nonies van 7 juni 1983, nr. 17 duodevicies van 26 juli 1994, nr. 17 vicies van 17 december 1997, nr. 17 vicies quater van 19 december 2001 en nr. 17 vicies sexies van 7 oktober 2003;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 46 sexies van 9 januari 1995, nr. 46 septies van 25 april 1995 en nr. 46 duodecies van 19 december 2001;

Overwegende dat voor de bedrijfstakken die niet onder een opgericht paritair comité ressorteren of wanneer het opgericht paritair comité niet werkt, een collectieve arbeidsovereenkomst moet worden gesloten om in die gevallen uitvoering te kunnen geven aan artikel 110 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, gewijzigd door artikel 33 van de wet van 10 augustus 2001 betreffende de verzoening van de werkgelegenheid en kwaliteit van het leven, door artikel 12 van de wet van 1 april 2003 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord voor de periode 2003-2004 en door artikel 10 van de voornoemde wet van 3 juli 2005;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 21 december 2005 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

HOOFDSTUK I - DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 1

Deze overeenkomst beoogt zowel de instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers die worden ontslagen, als de vaststelling van de procedure van tenuitvoerlegging en van de voorwaarden voor de toekenning ervan.

Zij wordt gesloten ingevolge artikel 110 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, gewijzigd door artikel 33 van de wet van 10 augustus 2001 betreffende de verzoening van de werkgelegenheid en kwaliteit van het leven, door artikel 12 van de wet van 1 april 2003 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord voor de periode 2003-2004 en door artikel 10 van de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg.

HOOFDSTUK II - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 2

Deze overeenkomst geldt voor de werkgevers en de werknemers waarop de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités van toepassing is en die vallen onder een bedrijfstak die niet onder een opgericht paritair comité ressorteert of wanneer het opgericht paritair comité niet werkt.

HOOFDSTUK III - TENUITVOERLEGGING

Artikel 3

Het komt de werkgevers toe de in artikel 1 van deze overeenkomst genoemde regeling ten uitvoer te leggen door middel van een toetreding.

Deze toetreding kan gebeuren in de vorm van een collectieve arbeidsovereenkomst, een toetredingsakte opgemaakt overeenkomstig artikel 4 of een wijziging van het arbeidsreglement.

Zij heeft uitsluitend betrekking op de regeling en de voorwaarden voor de toekenning ervan, zoals bedoeld in artikel 1.

Ongeacht de vorm van de toetreding moet de neerlegging gebeuren op de Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Artikel 4

De toetredingsakte wordt opgemaakt overeenkomstig de volgende procedure en volgens het model dat als bijlage bij deze overeenkomst is gevoegd.

Het ontwerp van toetredingsakte wordt door de werkgever aan elke werknemer schriftelijk meegedeeld.

Gedurende acht dagen vanaf die schriftelijke mededeling stelt de werkgever een register ter beschikking van de werknemers waarin zij hun opmerkingen mogen schrijven. Gedurende dezelfde termijn van acht dagen kan de werknemer of zijn vertegenwoordiger eveneens zijn opmerkingen meedelen aan de sociaal inspecteur-directiehoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg waar de onderneming gevestigd is. De naam van de werknemer mag niet meegedeeld of ruchtbaar gemaakt worden.

Na deze termijn van acht dagen wordt de toetredingsakte, samen met het register, door de werkgever neergelegd op de Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Artikel 5

In geval van geschil betreffende de toepassing van de artikelen 3 en 4, met uitzondering van de geschillen inzake het arbeidsreglement, zal de Nationale Arbeidsraad, waarbij de zaak door de meest gereede partij aanhangig is gemaakt, teneinde uitspraak te doen het paritair comité aanwijzen waaronder de werkgevers met een soortgelijke activiteit ressorteren.

Commentaar

Wat betreft de geschillen inzake het arbeidsreglement, wordt in herinnering gebracht dat de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen van toepassing zijn.

Daarin is bepaald dat, indien er voor een bedrijfstak geen paritair comité bestaat, de terzake bevoegde minister, die door de voorzitter van de ondernemingsraad van het geschil in kennis is gesteld, of, wanneer er geen ondernemingsraad bestaat, de door de Koning aangewezen ambtenaar de zaak aanhangig maakt bij de Nationale Arbeidsraad die, teneinde uitspraak te doen over het geschil, het paritair comité aanwijst waaronder de ondernemingen ressorteren die een soortgelijke activiteit hebben.

HOOFDSTUK IV - TOEPASSINGSREGELS

Artikel 6

De in artikel 1 vastgelegde regeling geldt voor de werknemers die worden ontslagen, behalve wegens dringende redenen in de zin van de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomsten, en die 56 jaar of ouder zijn gedurende de periode van 1 januari 2005 tot 31 december 2006 en die op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst een beroepsverleden van ten minste 33 jaar kunnen laten gelden.

Die werknemers moeten bovendien kunnen bewijzen dat zij op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst ten minste 20 jaar hebben gewerkt in een arbeidsregeling zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 46 sexies van 9 januari 1995, nr. 46 septies van 25 april 1995 en nr. 46 duodecies van 19 december 2001.

De werknemer die de in de vorige alinea's vastgestelde voorwaarden vervult en wiens opzegtermijn na 31 december 2006 verstrijkt, behoudt het recht op de aanvullende vergoeding.

Artikel 7

Voor de punten die niet door deze overeenkomst geregeld zijn, onder andere wat het bedrag van de aanvullende vergoeding betreft, wordt verwezen naar de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17 bis van 29 januari 1976, nr. 17 nonies van 7 juni 1983, nr. 17 duodevices van 26 juli 1994, nr. 17 vices van 17 december 1997, nr. 17 vices quater van 19 december 2001 en nr. 17 vices sexies van 7 oktober 2003.

HOOFDSTUK V - INWERKINGTREDING EN DUUR VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 8

Deze overeenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd. Zij heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005 en treedt buiten werking op 31 december 2006.

Gedaan te Brussel, op eenentwintig december tweeduizend en vijf.

Voor het Verbond van Belgische Ondernemingen

Voor de Middenstandsorganisaties

Voor de Boerenbond, "la Fédération wallonne de l'Agriculture"

Voor het Algemeen Christelijk Vakverbond van België

Voor het Algemeen Belgisch Vakverbond

Voor de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

x x x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verkiaard.

MODEL

UITVOERING VAN ARTIKEL 4 VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 86 VAN 21 DECEMBER 2005 TOT INSTELLING EN VASTSTELLING VAN DE PROCEDURE VAN TENUITVOERLEGGING EN VAN DE VOORWAARDEN VOOR DE TOEKENNING VAN EEN REGELING VAN AANVULLENDE VERGOEDING VOOR SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS DIE WORDEN ONTSLAGEN EN DIE TEWERKGESTELD ZIJN IN EEN BEDRIJFS-TAK DIE NIET ONDER EEN OPGERICHT PARITAIR COMITE RESSORTEERT OF WANNEER HET OPGERICHT PARITAIR COMITE NIET WERKT

TOETREDINGSAKTE

Terug te sturen aan de Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg

* Identificatie van de onderneming

* Adres
.....

* RSZ-inschrijvingsnummer
.....

* Nummer paritair comité.....

Ondergetekende,....., die de voornoemde onderneming vertegenwoordigt, verklaart toe te treden tot de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 86 van 21 december 2005.